SEPTEMBRE 2025

Tous les mêmes ?

Portrait social de la France politique de 2002 à nos jours

DÉMOCRATISER
LA POLITIQUE

Ce rapport a été rédigé à destination du plus grand nombre possible. Ainsi, il nous a semblé important de mobiliser un langage dans lequel nous puissions identifier chacun et chacune et d'utiliser un format léger d'écriture inclusive. Conscient·es que ce type d'écriture peut être difficile à la lecture pour certain·nes du fait des habitudes couramment admises dans notre société, nous avons choisi d'alterner entre l'utilisation du point médian (·) et l'usage conjoint des termes en versions féminisée et masculinisée. Nous avons proscrit les néologismes neutres, sans pour autant rejeter leur usage mais afin de réduire les efforts de lecture au maximum. Aussi, ce rapport devait assumer une rigueur scientifique intacte et la possibilité d'être compris par toutes et tous. Ainsi, nous avons tenté d'alterner autant que faire se peut des formulations scientifiques qui pourront parfois paraître complexes, des reformulations dans un langage plus commun et un grand nombre de visualisation. Une synthèse sera également publiée après la sortie de ce rapport ainsi que des supports vidéos, audios et en format court. Des temps de formation et d'appropriation de ce rapport seront également organisés.

CITATIONS TYPES

Pour citer ce rapport dans la presse, des publications académiques ou militantes, nous vous recommandons ces formats :

Version longue (publications académiques ou presse) : Collectif démocratiser la politique·, Kevin Bhema Vacher (dir.), Taoufik Vallipuram, Tara Dickman, Eléonore Machado, *Tous les mêmes ? Portrait social de la France politique de 2002 à nos jours*, Rapport de recherche, Groupe de Diffusion, de Recherche et de Veille citoyenne, 12 septembre 2025, Martigues.

Version abrégée Collectif démocratiser la politique· ed. al., *Tous les mêmes ? Portrait social de la France politique de 2002 à nos jours*, Rapport de recherche, GDRV, 2025.

Version courte (réseaux sociaux ou légendes) : Collectif démocratiser la politique·, rapport disponible sur democratiserlapolitique.org

Ce rapport et les données qui y sont présentées appartiennent au collectif ·démocratiser la politique· (association en cours de constitution) et sont en licence Creative Commons (CC-BY-NC-SA).

Attribution [BY] (Attribution) : l'œuvre peut être librement utilisée, à la condition de l'attribuer à l'auteur en citant son nom. Cela ne signifie pas que l'auteur est en accord avec l'utilisation qui est faite de ses œuvres.

Pas d'utilisation commerciale [NC] (NonCommercial) : le titulaire des droits peut autoriser tous les types d'utilisation ou au contraire restreindre aux utilisations non commerciales (les utilisations commerciales restant soumises à son autorisation). Elle autorise à reproduire, diffuser et modifier une œuvre, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Partage dans les mêmes conditions [SA] (ShareAlike) : le titulaire des droits peut autoriser à l'avance les modifications ; peut se superposer l'obligation (SA) pour les œuvres dites dérivées d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'œuvre originale (sous les mêmes options Creative Commons).

POUR ALLER PLUS LOIN

Retrouvez sur notre site la cartographie de la représentation politique, le test de parité sociale et l'appel de la coalition pour la parité sociale à signer :

democratiserlapolitique.org

Pour nous écrire :
ensemble@democratiserlapolitique.org
kevinvacher@labo-gdrv.org
taoufik.vallipuram@gmail.com
tara@lenextlevel.org

LA COMMUNAUTÉ
« démocratiser la politique »

Coordination générale

Co-initiateur·ices : Kevin Bhema Vacher, Taoufik Vallipuram, Tara Dickman
Appui coordination générale publication et communication : Charlotte Fanneau
Appui territorial : Lumir Lapray (Ain), Mehdi Bouteghmès (Ile-de-France)

Équipe de recherche

Co-chercheur·euses : **Ain** : Amara Boudib, José Da Silva, Mickael Lequin, Maxime Meyer, Ilyes Meziane, Ryadh Rajraji, Soraya Rajraji, Halit Sahin ; **Ile-de-France** : Youssef Aqira, Adel Amara, Sophie Berteau, Mehdi Bigaderne, Mehdi Bouteghmes, Salim Drici, Soufiane El Mounafis, Wahiba Halil Belah, Dawari Horsfall, Ayodélé Ikuesan, Francette Jean-Baptiste, Annie Lahmer, Dieynaba Sy ; **Nord** : Djamel Benia, Haroun Bouadjimi, Bernadette Demestre, Carmen Demestre, Mercedes Demestre, Sue Ellen Demestre, Cindy Haddad, Ali Rahni, Nassim Sidhoum, Florian Vertriest ; **Marseille** : Sami Benfers, Nassera Benmarnia, Lydia Frentzel, Hassen Hammou, Soly Mbae, Zoubida Meguenni, Fadela Ouidef, Aicha Sif, Rabah Timricht, Sonia Zaoui, Assia Zouane **Équipe scientifique** : **Directeur scientifique** : Kevin Bhema Vacher ; **Chargée d'études quantitatives** : Eléonore Machado ; **Coordination des auditions** : Faustine Garcia ; **Cartographie et data scientist** : Cédric Rossi ; **Data scientist** : Jérémy Garniaux ; **Stagiaire** : Ninon Lamarque-Pereira **Conseiller·es scientifiques** : Annabelle Allouche, Marie-Hélène Bacqué, Manuel Cervera-Marzal, Benoît Coquard, Claire Duport, Vincent Geisser, Ano Kuhanathan, Marwan Mohammed, Rémi Lefebvre, Manon Loisel, Noam Lupu, Ulysse Rabaté, Réjane Sénac,dont **le comité de relecture** : Vanessa Jérôme, Nicolas Maisetti et Nicolas Rio / avec l'aide complémentaire de Julia Cagé, Cédric Hugree, et Célia Lamblin

Bénévoles

Théo Alves Da Costa, Sami Benmadda, Violette Bianchi, Antoine Chardonny, Paul Citron, Grégoire Feuilly, Marianne Figarol, Manon Fillonneau, Pierre Fournier, Maï, Robin Guilleux, Adam Hammache, Amandine Ilolo, Sckanda Ipour, Lucile Jourde-Moalic, Faustine Le Moigne Broussard, Sarah Sabsibo, Youssef Souidi,avec le soutien de **Data For Good**

Portage scientifique, administratif, opérationnel et financier

Groupe de Diffusion, de Recherche et de Veille citoyenne : **GDRV** (Kevin Bhema Vacher, Célia Lamblin, François Valegeas, Violaine Réquillart et Claire Duport) **Portage associatif, conseil stratégique et en communication** : **Le Next Level** (Tara Dickman, Fatima Hammouch, Faten Bibani, Youssra Benmbarek, Alix Heuer) ; **OuiShare** (Taoufik Vallipuram)

Design graphique et mise en page

Les Petits Suisses (Sébastien Hoffmann)

Nos partenaires financiers

Civitates The European Democracy Fund
Fondation un monde par tous
Fondation Danielle Mitterrand France Libertés — Donnons vie aux utopies
multitudes foundation
Fondation Crédit Coopératif
Fondation pour le Logement — Un combat en héritage

et plus d'une centaine de donateur·ices individuel·les que nous remercions chaleureusement

Les co-chercheur.euses

Amara Boudib,
Ain

José Da Silva,
Ain

Mickael Lequin,
Ain

Maxime Meyer,
Ain

Ilyes Meziane,
Ain

Ryadh Rajraji,
Ain

Soraya Rajraji,
Ain

Halit Sahin,
Ain

Youssef Aqira,
Ile-de-France

Adel Amara,
Ile-de-France

Sophie Berteau,
Ile-de-France

Mehdi Bigaderne,
Ile-de-France

Mehdi Bouteghmès,
Ile-de-France

Salim Drici,
Ile-de-France

Soufiane El Mounafis,
Ile-de-France

Wahiba Halil Belah,
Ile-de-France

Dawari Horsfall,
Ile-de-France

Ayodélé Ikuesan,
Ile-de-France

Francette Jean-Baptiste,
Ile-de-France

Annie Lahmer,
Ile-de-France

Dieynaba Sy,
Ile-de-France

Djamel Benia,
Nord

Haroun Bouadjimi,
Nord

Bernadette Demestre,
Nord

Carmen Demestre,
Nord

Mercedes Demestre,
Nord

Sue Ellen Demestre,
Nord

Cindy Haddad,
Nord

Ali Rahni,
Nord

Nassim Sidhoum,
Nord

Florian Vertriest,
Nord

Sami Benfers,
Marseille

Nassera Benmarnia,
Marseille

Lydia Frentzel,
Marseille

Hassen Hammou,
Marseille

Soly Mbae,
Marseille

Zoubida Meguenni,
Marseille

Fadela Ouidef,
Marseille

Aicha Sif,
Marseille

Rabah Timricht,
Marseille

Sonia Zaoui,
Marseille

Assia Zouane,
Marseille

SOMMAIRE

4 La communauté ·démocratiser la politique·

6 Sommaire

8 Introduction

9 « Faire vivre les uns et laisser mourir les autres »
10 L'engagement populaire : une réalité vivante mais entravée
12 La longue histoire des luttes pour une vraie représentation politique
14 Zoom n°1 : Les quartiers populaires, précurseurs des « listes citoyennes » (entretien avec Léla Bencharif et Salah Amokrane)
16 La parité de classes sociales : une définition renouvelée
18 Zoom n°2 : retour sur les premiers essais de définition de la parité sociale (entretien avec Julia Cagé)
19 L'actualité brûlante de la crise démocratique
20 Construire une coalition pour la parité sociale

21 Démarche & méthode

22 Une démarche scientifique et collaborative
23 Etudier les classes supérieures à partir de l'expérience des classes populaires
25 Une méthodologie qualitative et quantitative
26 Une base de données inédite, exhaustive et ouverte à tou·tes
27 Des outils quantitatifs pour un contrôle citoyen
28 Zoom n°3 : « Si le monde politique change, mais qu'en même temps le monde médiatique ne change pas, il n'y a rien qui changera » (entretien avec Khedidja Zeraouli et Héléna Berkaoui)

32 Partie 1 : comment mettre en oeuvre la parité sociale

33 Introduction de la partie 1
34 1.1. Une coalition de cause autour d'un horizon commun : « accomplir la promesse démocratique »
36 1.2. Nos 10 premiers objectifs politiques
36 Les objectifs législatifs et réglementaires
37 Les objectifs de réforme de la vie politique
39 Les objectifs pour l'action publique
40 Zoom n°4 : la participation citoyenne, une fausse-bonne solution ? (entretien avec Manon Loisel et Nicolas Rio)
42 Zoom n°5 : le validisme, entre précarisation et exclusion démocratique (entretien avec Odile Maurin)

44 **Partie 2 : le portrait d'un entre-soi qui se referme**

45 Introduction de la partie 2
46 2.1. Un constat préalable : l'engagement massif des français·es, toutes classes confondues
47 2.2 Une lecture globale : des élu.es plutôt représentatifs de la population sur l'ensemble des scrutins confondus mais une représentation qui se dégrade
48 Une dégradation globale de la représentation sur l'ensemble des scrutins confondus
49 2.3. Un diagnostic sans appel : la mal-représentation dans les scrutins parlementaires
49 Les élections européennes et sénatoriales : la fuite en avant
51 L'« effet de scrutin » : un mécanisme d'éviction franche des classes populaires dans le cas des élections européennes et sénatoriales
56 Les élections législatives : une mal-représentation régulière et un vrai-faux espoir lors des derniers scrutins ?
60 Zoom n°6 : les élections départementales et régionales : pouvoir intermédiaire, inégalités tout de même
61 2.4. Une alerte : l'extension de cette mal-représentation jusqu'aux toutes petites communes
61 L'érosion récente des équilibres de représentation à l'échelle municipale
65 Zoom n°7 : le municipalisme, un instrument pour la parité sociale ? (entretien avec Nicolas Maisetti)
66 Une nouvelle répartition du pouvoir selon les territoires ?
68 2.5. Une modélisation de synthèse : le périlleux escalier du pouvoir

71 **Partie 3 : Les rouages d'une machine à évincer**

72 Introduction de la partie 3
73 3.1. Comparer et contrôler les représentations locales grâce à un « indice de représentation » inédit
76 3.2. Une géographie du pouvoir : l'attraction urbaine, aimant de l'emballement de la sur-représentation des classes supérieures
85 3.3. Une compétition sociale : la représentation politique comme prolongement et renforcement du pouvoir économique
85 Les contextes socio-territoriaux : niveau de vie, diplôme et gentrification
92 Zoom n°8 : « On ne peut pas représenter [les outre-mer] de la même manière. » (entretien avec Priscillia Ludosky)
94 Les classes moyennes, vecteur d'intermédiation ou de domination ?
98 Zoom n°9 : « Dans bien des bourgs et petites villes, le sentiment de représentation existe » (entretien avec Camille Bordenet)
100 3.4. Une hiérarchie organisée : le plafond de verre électoral
101 Définir et obtenir les « bonnes places »
102 Modéliser un savoir expérientiel
103 Le « plafond de verre électoral » : une logique de classement et de maîtrise du pouvoir
107 Bien choisir sa liste
111 3.5. Les partis politiques : presque tous les mêmes, mais chacun à leurs manières
111 Étudier ou non les partis dans une démarche transpartisane ?
112 Les dynamiques des inégalités sociales en politiques dépassent le clivage droite-gauche
117 L'arnaque RN qui se dévoile
121 Les « bastions » : des effets de l'histoire sociale et politique ?

126 **Conclusions et perspectives**

127 Un usage stratégique, partagé et rigoureux de la sociologie
129 Un système socio-politique de préemption du pouvoir
131 Nous sommes les héritier·es de la promesse démocratique

133 **Annexes**

134 Annexe 1 : exemple de fiche candidature (élections municipales 2020 – cerfa n° 14997*03)
135 Annexe 2 : classification en classes sociales « C16 » (dont « C4 » et « C6 » et exemples de professions telles que recensées par le RNE)
136 Annexe 3 : note sur les classifications retenues et limites méthodologiques
137 Annexe 4 : liste des notes méthodologiques disponibles en ligne
138 Annexe 5 : tables des figures, des tableaux, des cartes figurant dans ce rapport et sources des données
140 Annexe 6 : Bibliographie (citée ou indicative)

INTRODUCTION

Accomplir la promesse démocratique pour sortir de la crise préfasciste

« faire vivre quelques-un·es et laisser mourir les autres »

Cette maxime adaptée de la citation de Michel Foucault[1] résume la lecture de classe que l'on peut faire de la série House of Cards. Diffusée en 2013 aux États-Unis, elle est souvent présentée comme un reflet fidèle des rapports de pouvoir au sommet des institutions états-uniennes.

Le personnage de Frank Underwood, congressman cynique en quête de la Maison Blanche, soumet Peter Russo, jeune élu issu du monde ouvrier, jusqu'à provoquer sa chute et sa mort. Ce n'est que plus tard dans la série que les réalisateurs justifient le cynisme d'Underwood par ses origines rurales et modestes en Caroline du Sud. La série illustre ainsi un imaginaire, celui de l'impasse à laquelle sont confronté·es celles et ceux issu·es « d'en bas » et qui tenteraient de conquérir le pouvoir politique : trahir les sien·nes pour survivre politiquement en devenant un archétype cynique du système, ou disparaître. Nombre d'auteur·ices de ce rapport ont été confronté·es à des réponses fatalistes lorsqu'ils proposaient de renouveler la représentation politique par l'empuissantement des classes populaires : « trop difficile », « impossible », ou encore « il faut les aider, mais… ». Certains·es responsables politiques nous proposaient au mieux de « détecter » des « talents », des exceptions. Parmi les rares parlementaires issu·es des classes populaires que nous avons auditionné·es, beaucoup nous ont confié avoir dû se conformer aux normes dominantes, au prix d'un fort sentiment de violence sociale. La vie politique est-elle [devenue] une voie d'impasse pour les classes populaires, est-elle si impossible à intégrer ?

LA VIE POLITIQUE EST-ELLE [DEVENUE] UNE VOIE D'IMPASSE POUR LES CLASSES POPULAIRES ?

[1] *M. Foucault parle de « pouvoir de faire vivre ou laisser mourir » pour définir le concept de biopolitique dans Surveiller et punir, Gallimard, 1975*

L'engagement populaire : une réalité vivante mais entravée

Après plus de cent heures d'ateliers et 25 auditions, nous, auteur·ices de ce rapport, serions tenté·es de répondre qu'en effet, la politique ressemble aux travaux d'Hercule et qu'il y aurait mille raisons d'en désespérer, de « lâcher l'affaire ». Pourtant, nous constatons également que l'engagement populaire est toujours vivace, qu'il n'est pas le problème.

Nous, citoyen·nes issu·es de classes populaires, engagé·es ou ayant été confronté·es à la vie politique, avons connu les coups bas, les obstacles, les injonctions au silence, et pourtant, nous avons tenu bon. Nous faisons partie des 2,17 millions de personnes (dont près de 60 % issues des classes moyennes et populaires) qui ont candidaté à une élection depuis les années 2000 ou à ces autres millions qui se sont engagé·es par diverses voies et confronté·es aux limites du champ politique d'aujourd'hui. Ce chiffre illustre une combativité constante, un engagement profond. Il fait écho à l'histoire des député·es ouvrier·es, à la mobilisation des Gilets jaunes et des quartiers populaires, à des élections locales et à la vie politique de petites communes parfois très dynamiques. Malgré les obstacles, nombreux·ses sont celles et ceux qui conçoivent des programmes, mènent campagne, ou défendent leurs idées, pour certain·es jusqu'à l'échelon national.

Le problème n'est pas notre absence d'engagement, mais le tri opéré par le système politique qui nous « absentise » politiquement, c'est-à-dire qui nous rend absent·es des espaces où nous devrions être présent·es, façonnant ainsi une homogénéité au service d'une minorité dominante. Ce paradoxe apparent n'est pas une découverte, il est au cœur de nombreux travaux de sciences sociales et de l'histoire des démocraties modernes, qui mettent le « peuple » au centre de leurs promesses et qui organisent des systèmes de sélection de celui-ci. Notre part est finalement si infime là où nous devrions être visibles que nous finissons par croire nous-mêmes à notre absence, que les politiques sont « tous les mêmes »[2] et constituent une classe homogène. Cela y compris aux endroits où nous sommes invisibles mais pourtant présent·es, agissant·es, engagé·es. Lorsque nous brisons exceptionnellement le plafond de verre, nous constatons que nous devons adopter les codes d'autres, lisser nos langages, nos corps mais surtout : nos propos, d'une réunion de parti jusqu'au Parlement. Ainsi, nous "existons politiquement", pour prendre la formule d'Abdelmalek Sayad. Pourtant, le pouvoir symbolique et culturel qui s'exerce contre nos les voix populaires nous rend absent·es des incarnations légitimes du politique et de la décision publique. Quand bien même certain·es d'entre nous réussissent à franchir les portes des plus hautes arènes, ils et elles sont silencié·es, isolé·es, invisibilisé·es.

> NOUS AVONS CONNU LES COUPS BAS, LES OBSTACLES, LES INJONCTIONS AU SILENCE, ET POURTANT, NOUS AVONS TENU BON

Si l'engagement populaire est bien là, le regard doit porter ailleurs. Lors des élections au Parlement Européen (PE) de 2024, 81 % des eurodéputé·es français·es élu·es appartenaient aux classes supérieures (87 % si l'on exclut les catégories « autres ») — un record d'inégalité sociale dans un scrutin contemporain. Après deux ans de travail, nous proposons donc cette thèse : le champ politique (ici plus précisément : électoral[3]), loin d'être neutre, comporte en son sein une classe dirigeante qui lui est spécifique, organisée pour exclure les classes moyennes et populaires de la représentation. Cette classe dirigeante politiquement n'est pas qu'un simple reflet des élites économiques ; elle a ses propres codes, outils et dynamiques et sa composition sociale a des caractéristiques spécifiques.

Autrement dit : les classes supérieures ne dominent pas de façon automatique le champ politique, elles s'organisent en une classe que nous nommerons socio-politique, se répartissent les différentes formes du pouvoir politique, territoires, cooptent les classes moyennes lorsque nécessaire, et se constituent en un nouveau groupe dirigeant propre au champ politique, stratège et capable de se maintenir au pouvoir. Si le problème n'est donc pas l'engagement populaire mais ce système sélectif, organisé au profit des classes supérieures, c'est sur cela que nous avons choisi de focaliser ce rapport.

[2] La domination masculine étant encore aujourd'hui tellement puissante dans le champ politique, nous conservons ici et dans le titre de ce rapport une version masculinisée de l'expression telle qu'elle est utilisée dans le langage ordinaire. cf. par exemple les dernières publications d'OXFAM à ce propos : OXFAM France, Le pouvoir, nom masculin, 2025.

[3] Par simplicité, nous parlerons ici de « champ politique » mais devons souligner que notre étude porte plus spécifiquement sur l'espace électoral comme une fraction spécifique du champ politique. Cf. infra

La longue histoire des luttes pour une vraie représentation politique

Nous ne sommes pas les premier·es à traiter ce sujet. Politiques, journalistes, chercheur·euses ont déjà dénoncé cette forme de discrimination classiste, souvent imbriquée avec celles de genre, de race ou de handicap (cf. Zoom n°5). Le champ politique, comme tout autre espace social, n'échappe pas aux logiques de domination, mais il les amplifie.

Nous ne sommes pas les premier·es à traiter ce sujet. Politiques, journalistes, chercheur·euses ont déjà dénoncé cette forme de discrimination classiste, souvent imbriquée avec celles de genre, racistes ou validistes (cf. Zoom n°5). Le champ politique, comme tout autre espace social, n'échappe pas aux logiques de domination, mais il les amplifie*.

Après les élections législatives de 2022, trois d'entre nous ont lancé cette recherche collaborative. Nous constations alors la dispersion des initiatives, l'absence d'une d'analyse globale, et partagée par tou·tes les acteurs et actrices, pensée pour être utile à l'action et l'absence d'une cause claire, transpartisane. Notre ambition fût alors de réunir savoirs scientifiques et expériences populaires pour proposer une analyse rigoureuse, ancrée dans le réel, et dégager une solution à la hauteur de la promesse démocratique d'il y a plus de deux siècles : la parité de classes sociales.

LE MOUVEMENT ASSOCIATIF DES QUARTIERS POPULAIRES, [...] A FORMULÉ UNE CRITIQUE FORTE DE L'INCAPACITÉ DES PARTIS À REPRÉSENTER LES HABITANT·ES DES QUARTIERS ET LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION.

Ce concept tel que nous avons travaillé à le définir s'inspire ainsi de l'idée de « représentation-miroir »[4], allant au-delà de l'universalisme abstrait qui a dominé jusqu'aux débats sur la parité de genre, et prolonge la définition de « parité sociale » telle que posée par Julia Cagé en 2018[5]. En 1864, *le Manifeste des soixante*[6], rédigé par des ouvriers, appelait à des « candidatures ouvrières », dénonçant l'invisibilisation des origines sociales des élus : journalistes, industriels, propriétaires etc. En nommant les dominants, les auteurs entendaient mettre en lumière le pouvoir social qui se cachait derrière l'euphémisation : « la chose y est si le mot n'y est pas », la formule résonne encore aujourd'hui. Nous nous inspirons directement de cette histoire, en soulignant que le problème systémique à résoudre est celui de l'euphémisation des rapports de pouvoir et de leurs maintiens, au détriment de la représentation de toutes et tous. Pour cela, il faut rendre visible ce qu'est réellement la représentation politique, de façon critique. C'est pourquoi nous avons choisi les sciences sociales, à travers des méthodes mixtes (qualitatives et quantitatives, dans une démarche dite de « co-recherche » que nous développons ci-après) pour poser pour la première fois le problème en ces termes et pouvoir argumenter plus en profondeur. Les chiffres ne disent pas tout, mais mis en dialogue avec l'expérience sociale et politique, ils permettent de prouver (ou non), d'interroger, de faire mûrir nos réflexions.

[4] Lire par exemple C. Achin, « Représentation miroir' vs parité. Les débats parlementaires relatifs à la parité revus à la lumière des théories politiques de la représentation », Droit et société, n°47, 2001,
[5] J. Cagé, Le prix de la démocratie, Fayard, 2018
[6] Manifeste des soixante, L'Opinion nationale, 17 février 1864.
** Pierre Bourdieu parle ainsi de "méta champ" pour décrire l'État dans Sur l'État, Cours au collège de France, Seuil, 2012.*

LES GILETS JAUNES ONT CONSTITUÉ UN MOMENT DE BASCULE EN AMPLIFIANT ET EN RENOUVELANT UNE CRITIQUE SOCIALE DE LA DÉMOCRATIE.

Les partis ouvriers ont su, un temps, faire élire les leurs, comme l'a montré le Parti communiste français avec ses écoles de formation, mais ils ont échoué à représenter toute la diversité des classes populaires[7], et à transformer en profondeur le fonctionnement démocratique. Les mouvements sociaux des quarante dernières années ont prolongé et tenté de corriger cet héritage. Le mouvement associatif des quartiers populaires, dont l'acte fondateur fut la Marche de 1983, a formulé une critique forte de l'incapacité des partis à représenter les habitant·es des quartiers et les enfants de l'immigration. Dès 1988, par exemple à Saint-Étienne, des listes électorales autonomes ont émergé. L'une des plus emblématiques, la liste des Motivé·es à Toulouse en 2001[8], a permis à quatre élu·es de remplacer des représentant·es du Front National au conseil municipal. Parfois effacées de l'histoire politique mainstream, ces expériences sont pourtant fondatrices des luttes et alternatives démocratiques actuelles (voir Zoom n°1).

Ces expériences, souvent portées par des femmes, ont marqué le champ politique, en produisant des organisations encore actives, comme l'Assemblée des quartiers. Elles ont posé des principes démocratiques essentiels (« Ce qui est fait sans nous est fait contre nous »), à travers des organisations comme « Pas Sans Nous », issue elle aussi d'un rapport éponyme mêlant expertise scientifique et savoirs militants[9] et dont nous nous sommes inspiré·es.

Dans les années 2010, des listes « citoyennes et participatives » (LCP) se sont développées. Héritières parfois malgré elles des mouvements précédents, mais souvent animées par des classes moyennes qui en ont préempté les vocables et le concept, elles prônent l'autonomie vis-à-vis des partis, l'autogestion, des méthodes démocratiques alternatives (tirage au sort, facilitation, co-construction des programmes électoraux etc.). Cependant, la question sociale y est souvent reléguée. Le récent rapport de Fréquence Commune souligne leur faible ancrage populaire comme une limite majeure[10].

Les Gilets Jaunes ont enfin constitué un moment de bascule en amplifiant et en renouvelant une critique sociale de la démocratie. Ce mouvement a permis notamment :

1. Un renouveau du dialogue entre les mondes sociaux, écologiques et démocratiques, déjà amorcé par l'altermondialisme ;
2. Une critique radicale de la démocratie représentative, dans la lignée des Indignés, dudit Printemps arabe ou d'Occupy Wall Street, fondée sur la dénonciation d'un conflit entre « peuple » et « oligarchie » ;
3. L'émergence de listes issues des ronds-points aux municipales de 2020[11].

La Convention Citoyenne pour le Climat, bien que critiquée, a enfin validé cette critique à la suite de ce mouvement la possibilité de constituer une assemblée à parité sociale par tirage au sort pondéré (CSP, diplôme, genre, âge, territoire…), capable de rédiger une proposition de loi considérée par les ONGs spécialistes des questions climatiques comme l'un des objets politiques les plus aboutis qui ait pu être formulé.

[7] J. Mischi, Le communisme désarmé, Agone, 2014 ; S. Hadj Belgacem, Représenter les « quartiers populaires » ? : une socio-histoire de l'engagement électoral et partisan dans les cités d'une municipalité communiste, thèse soutenue en 2015

[8] B. Leroux, Une campagne électorale spectaculaire : les « Motivé-e-s » en représentation, Revue interrogations, 2015

[9] M-H Baqué, M. Mechmache, Pour une réforme radicale de la politique de la ville. ça ne se fera plus sans nous. Rapport au Ministre délégué chargé de la ville, 2013.

[10] E. Dau, C. Fache L. Legras, Prendre le pouvoir pour le partager, Fréquence Commune, 2025

[11] Voir le numéro 101 de la revue Mouvements (2020) « Vive les communes »

LES QUARTIERS POPULAIRES, PRÉCURSEURS DES “LISTES CITOYENNES“

ZOOM N°1 ENTRETIEN AVEC LÉLA BENCHARIF ET SALAH AMOKRANE

Longtemps exclus des espaces institutionnels, les quartiers populaires ont pourtant été, dès la fin des années 1980, des laboratoires d'innovation démocratique, précurseurs des dynamiques dites « citoyennes » d'aujourd'hui, désormais souvent portées par des classes moyennes et supérieures.

À Saint-Étienne comme à Toulouse, des initiatives inédites portées par des jeunes issu·es de l'immigration et des classes populaires, du monde associatif ou culturel, ont tenté de repenser la participation politique. Refus des partis classiques, recherche de parité, programmes construits avec les habitant·es : ces listes ont revendiqué une autre manière de faire de la politique. Extraits croisés des deux auditions menées par le collectif dlp· avec Léla Bencharif et Salah Amokrane, militant·es de longue date des quartiers populaires et aujourd'hui membres de l'Assemblée des quartiers.

Comment ces candidatures se sont-elles imposées comme une nécessité ?

Léla Bencharif : On est en 1989 [à Saint-Etienne], il y a les municipales qui se profilent et on est hyper attentif·ves au sein de l'association Le Grain Magique. [...] Le maire de l'époque François Dubanchet annonce sa candidature dans la presse sur le thème de la « délinquance bronzée » comme slogan de campagne, avec les arguments classiques de la droite sur l'insécurité, l'immigration . Je me rappelle des réunions au Grain avec les responsables et militant·es de l'association : on s'est dit « allez, chiche ! ». Dubanchet lance sa liste non sans provocation. Nous aussi on va être visibles dans l'espace public et politique local, on va faire campagne et monter notre propre liste à quelques semaines des élections. En quinze jours, on a monté une liste « Pour une citoyenneté active ». Bien sûr il y avait aussi quelque chose de symbolique dans notre démarche, parce que 1989 c'était l'année du bicentenaire de la Révolution française. Et on voulait aussi faire écho à la question du droit de vote des des étanger.eres aux élections locales, qui figurait dans les 110 propositions de Mitterrand en 1988. Déjà en 1988, le Grain avait organisé plusieurs campagnes de sensibilisation pour favoriser l'inscription des jeunes sur les listes électorales des communes de l'agglomération stéphanoise, avec un beau slogan « Notre vote les intéresse... On ne votera pas idiot ».

Salah Amokrane : On prend l'initiative de dire : on va aller aux élections municipales de 2001. Alors bon, il y a des choses qui vont nous aider, parce qu'entretemps, il y aura eu un peu de notoriété aussi avec [le groupe Zebda, à l'initiative]. Donc c'était facile : on avait un porte-voix, on n'avait pas trop de difficultés à se faire entendre, on était connus dans notre ville et ailleurs. Et je pense aussi que ça a décollé assez vite parce que dans les années 2000, c'était vraiment dans l'air du temps, et on a répondu à une attente. C'est une époque où l'altermondialisme, par exemple, est très, très important. Les questions écologiques commencent à surgir de manière significative, les questions citoyennes aussi.

Qui compose ces listes citoyennes ?

Léla Bencharif : La décision de la composition de la liste était collective. 61 candidat.es issu·es de la société civile, avec des personnes novices sur le plan de l'engagement militant et d'autres plus initiées aux pratiques militantes et associatives. La moyenne d'âge des candidat·es de la liste était de 25 ans ! La liste nous ressemblait. Pour moitié, notre liste, sans étiquette et sans soutien partisan, rassemblait des

citoyen·nes très jeunes, pour la plupart français·es issu·es de l'immigration maghrébine, hommes et femmes. On n'avait pas encore atteint la parité parfaite, mais les femmes représentaient près de 40 % de la liste [...]. Il y avait aussi une belle diversité socio-professionnelle sur notre liste : des figures locales, comme par exemple un artiste, fils d'un militant FN , des étudiant·es, des chômeur·euses, des salarié·es… J'étais tête de liste, la seule femme tête de liste de toutes les autres listes électorales de la ville en 1989. Mais en réalité la tête de liste était collégiale

Salah Amokrane : Ce qui était intéressant, c'est que la plupart de celles et ceux qui nous rejoignaient étaient des militants syndicaux, associatifs, culturels, mais assez peu de militant·es politiques. Un autre élément marquant, c'est qu'en 2001, c'était la première élection municipale où la parité devenait obligatoire : il fallait 50 % de femmes sur les listes. Cette exigence, très liée à notre histoire associative, nous a poussés à réfléchir avec des militantes féministes.

Comment prendre des décisions dans un collectif horizontal ?

Salah Amokrane : Ce qui faisait notre force, ce qu'on avait mis en place des méthodes de travail, qui permettaient de limiter ces dynamiques de pouvoir mais qui demandaient beaucoup de temps, d'énergie. Elles étaient exigeantes et parfois lourdes à mettre en oeuvre, mais elles permettaient de rester fidèles à nos principes.

Léla Bencharif : Je me rappelle des discussions collectives régulières. J'avais 22 ans et on apprenait à faire de la politique sur le terrain avec l'expérience de nos aînés fondateurs du Grain. Moi, qui suis ensuite devenue vice-présidente en charge de la démocratie participative au conseil régional de Rhône-Alpes (2010-2015), je peux dire que cette expérience démocratique m'a marquée. On n'avait peut-être pas la théorie, mais qu'est-ce qu'on était bon·nes au niveau de la pratique ! Déjà, la question de la démocratie représentative et participative, on l'avait totalement réinterrogée : notre manière de faire était profondément participative. On était vraiment tous logé·es à la même enseigne [...] on était ensemble, sans élitisme. C'est ça qui était fort : chacun·ne s'exprimait, chacun·ne comptait. Et ça, c'était totalement nouveau. On n'était pas des pros de la politique, ni des journalistes ou des chercheur·euses, mais on arrivait avec nos idées et on construisait collectivement.

Comment se construit un programme politique au contact des habitant·es ?

Salah Amokrane : On s'est dit : « On n'a pas de programme, en fait. » Et on a décidé de construire notre programme au fil de la campagne. On avait évidemment des expériences et des idées à défendre, mais on ne voulait pas arriver avec une proposition toute faite. Finalement, c'était passionnant de faire comme ça.

> « ON N'ÉTAIT PAS DES PROS DE LA POLITIQUE, NI DES JOURNALISTES OU DES CHERCHEUR·EUSES, MAIS ON ARRIVAIT ET ON CONSTRUISAIT COLLECTIVEMENT. »

Léla Bencharif : Comme c'était le bicentenaire de la Révolution française, on a eu l'idée de rédiger des cahiers de doléances : dans les temps collectifs, on recueillait les attentes, les propositions et les colères aussi sur l'accès à la culture, l'éducation, le logement, le travail… sur le racisme, la police. Des revendications classiques, mais toujours actuelles. Ces cahiers de doléances étaient tout à la fois notre programme et notre stratégie de campagne. Et puis, il y avait toujours ces moments symboliques : des mises en scène festives lors des inscriptions sur les listes électorales. On formait des haies d'honneur de jeunes maghrébin·nes sur les marches de l'Hôtel de ville. Ils et elles montaient s'inscrire, et en redescendant, c'était comme s'ils et elles avaient voté. C'était un acte fort, presque théâtral, et très marquant.

Quel bilan pour ces expérimentations ?

Léla Bencharif : Au niveau du score on a fait 1,20 % des suffrages. Nos meilleurs suffrages on les a faits dans les quartiers en périphérie, et parfois au centre-ville, On savait la dimension symbolique de notre acte politique. Durant la campagne, des sondages nous créditaient d'un score à 2 chiffres ! On a fait flipper les partis politiques, notamment à gauche [PCF, PS] qui ne comprenaient pas pourquoi on partait en solo. Notre vote ne leur était pas acquis ! Le plus important pour nous est qu'on a fait voter des gens, inscrits des jeunes sur des listes électorales : 400 personnes au cours du dernier trimestre 1988. Peu importe le résultat, on avait peu de moyens financiers pour conduire notre liste citoyenne, mais on était présent·es sur la scène politique locale. Le photocopieur était notre principal outil de communication, et les réunions collectives la force de notre engagement pour aborder nos sujets sans tabou ni censure. L'expérience a été formative pour beaucoup.

La parité de classes sociales : une définition renouvelée

Nous nous inscrivons dans la continuité de cette longue histoire et des critiques déjà portées par les sciences sociales. Reprenant le concept de parité sociale formulé par Julia Cagé en 2018[12] (cf. Zoom n°2), nous en proposons une définition complétée, rigoureuse et ancrée dans les terrains militants et scientifiques.

Depuis trois ans, sous l'impulsion de notre collectif et de nos allié·es, ce sujet a connu un net essor. De nombreux partis s'en emparent, le plus souvent sans aller jusqu'à une critique approfondie de leurs propres sociologies et/ou en mettant en avant des figures populaires présentées comme exceptionnelles, héroïsées, donc isolées de collectifs d'appartenance massifs et autonomes. Certains ont toutefois contractualisé des audits internes (comme avec le GDRV – porteur scientifique de notre travail de recherche). Nous identifions quatre limites majeures à ces initiatives :

- elles sont imposées d'en haut, sans processus permettant l'appropriation militante ;
- elles servent la compétition politique entre partis, chacun·e voulant se prévaloir d'être le plus avancé sur ces questions, mais ne projette pas la parité sociale comme un principe universel et démocratique ;
- elles sont la plupart du temps peu suivies d'effets en termes d'investitures électorales, au-delà de cas individuels, ou de changements profonds de pratiques ;
- elles évitent la remise en cause du pouvoir des dirigeant·es issu·es des classes supérieures, en focalisant sur la croyance que les classes populaires ne sont pas « capables » d'accéder au pouvoir.

Jusqu'à présent, le débat public a ainsi été focalisé sur un supposé déficit « d'engagement » des classes populaires. Comme si leur absence supposée de participation, donc leur responsabilité propre, était au cœur du problème, ces initiatives misent sur « l'accompagnement » ou « l'identification de talents », renforçant une logique d'exception médiatique au lieu d'un changement structurel. Nous démontrons dans ce rapport que, bien au contraire, l'engagement des classes moyennes et populaires reste massif malgré les barrières mises en place, mais que leur représentation décline de façon croissante dans la hiérarchie du pouvoir. C'est pourquoi nous proposons plusieurs amendements voire renversements dans notre définition de la parité de classes sociales. En tant que notion descriptive, la parité de classes sociales est la situation attendue dans laquelle chaque classe sociale est représentée à hauteur de son poids démographique, au sein d'une instance de représentation se voulant être démocratique.

LA PARITÉ DE CLASSES SOCIALES EST LA SITUATION ATTENDUE DANS LAQUELLE CHAQUE CLASSE SOCIALE EST REPRÉSENTÉE À HAUTEUR DE SON POIDS DÉMOGRAPHIQUE

Dans une acceptation plus exigeante et complexe, nous proposons de la définir également comme un concept politique. Ainsi considérée, la parité de classes sociales en politique est un objectif démocratique permettant que les rapports de forces sociaux et démographiques d'une société[13] soient transcrits en une représentation-miroir et la fin de la domination politique d'une classe sur une autre, au sein des instances politiques dont ladite société se dote.

[12] *J. Cagé, op.cit.*
[13] *ou d'un territoire, d'une association, d'un parti etc.*

Ceci nécessite non seulement une équité sociale de représentation mais également la fin des dominations classistes dans toutes les dimensions qu'un processus décisionnel implique : postulat que chacun·e peut participer à la délibération à partir de son expérience et en étant soutenu·e matériellement ou par d'autres moyens, organisation et facilitation des débats, distribution qualitative du pouvoir, des délégations, régulation des interactions entre les personnes contribuant à la décision à tous niveaux (élu·es et non-élu·es…) etc. En cela, la parité de classes sociales permet une représentation juste des expériences sociales, culturelles et économiques de celles et ceux qui sont dominé·es socialement, l'exercice de leur pouvoir politique comme instrument de défense de leurs intérêts et de développement de leurs idées propres.

Nécessairement, elle implique un approfondissement démocratique majeur, fidèle à la philosophie des démocraties modernes, mais nécessite probablement des ruptures systémiques afin que l'exercice d'un tel pouvoir ne soit plus limité. C'est pourquoi nous retenons que la parité de classe sociale doit pratiquement être saisie comme :

- Un slogan de rupture face à l'accaparement du pouvoir par une minorité. Elle conteste l'idée que les classes populaires seraient incapables de s'engager et se structure autour d'objectifs politiques de limitation du pouvoir des classes supérieures.

- Un processus, et non une mesure isolée ou unique. Il s'agit de rendre visible un rapport de domination sociale et politique, de le critiquer et de se doter d'objectifs politiques communs (*cf. partie 1.2*) pour y remédier dans tous les espaces : partis, conseils, écoles, médias, etc.

- Un prolongement et une lecture complète de la promesse démocratique, celle de 1793 et des traces qu'elle a laissé encore dans notre Constitution actuelle, qui affirme que « la souveraineté nationale appartient au peuple […] Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice », plaçant ainsi l'histoire des luttes pour la représentation comme première héritière de notre socle commun démocratique

LA PARITÉ DE CLASSES SOCIALES EN POLITIQUE EST UN OBJECTIF DÉMOCRATIQUE PERMETTANT […] LA FIN DE LA DOMINATION POLITIQUE D'UNE CLASSE SUR UNE AUTRE

- Une réponse à l'abstraction universaliste qui a corseté la représentation, comme l'ont dénoncé avant nous les débats victorieux sur la parité de genre.

- Un levier d'un changement politique profond, capable d'ouvrir de nouveaux agendas politiques, liés au vécu réel des citoyen·nes, incarnés par une représentation réelle et permettant un renouvellement du champ des idées politiques, nécessaire pour redonner espoir dans la période que nous vivons.

Économiste, professeure à Sciences Po Paris, Julia Cagé est l'une des voix les plus engagées pour repenser le fonctionnement démocratique à partir de ses fondements socio-économiques. Dans Le Prix de la démocratie (2018), et Libres et égaux en voix (2021), elle conclut ses réflexions en mettant pour la première fois en discussion la notion de parité sociale dans la représentation politique.

Votre réflexion de départ porte sur le « prix de la démocratie ». Pouvez-vous nous expliquer en quoi la chute de la représentation politique des classes populaires constitue, selon vous, un coût pour notre démocratie ?

Julia Cagé : Pour le coup, ce n'est pas le sens que je donnais au mot « prix » dans Le prix de la démocratie. Mais c'est un peu lié ! L'une des leçons centrales de ce livre est que la démocratie – du fait de la réalité de son financement – est aujourd'hui capturée par les plus riches. Cela a des conséquences très concrètes en termes de politiques menées, et donc en termes de représentation. Mais le problème de représentation n'est pas qu'un problème de représentation « substantive » ; on a aussi un problème de représentation « descriptive », au sens d'Hanna Pitkin : les plus modestes sont très insuffisamment représentés parmi les élu·es. Une des choses que je montre dans le livre, c'est que ce déficit est en partie lié à la structure de financement actuelle des campagnes électorales, et notamment au fait que le financement public se fait sous forme de « remboursement ». Cela constitue un frein très fort pour les citoyen·nes les plus modestes qui pourraient, sinon, vouloir se présenter. Cela impacte aussi négativement leur probabilité d'être élu·es. Ce déficit de représentativité descriptive a également des conséquences directes sur la qualité même de notre démocratie. Je pense qu'il explique en partie la désaffection des classes populaires et la baisse de la participation électorale. C'est l'un des « coûts » que l'on peut identifier.

Selon vous, que changerait concrètement la mise en œuvre d'une parité sociale dans la vie politique ?

Julia Cagé : Cela changerait de nombreuses choses — et ce n'est pas qu'une intuition : plusieurs recherches en sciences sociales l'ont documenté. Pour commencer, il a été démontré (par Nicholas Carnes notamment, aux États-Unis) que les plus modestes ne votent pas comme les plus riches. Par exemple, on peut s'attendre à davantage de justice sociale, de redistribution et de services publics dans un monde avec plus de parité sociale ! Au-delà des politiques publiques mises en œuvre, cela améliorerait aussi la qualité du débat démocratique. La diversité des points de vue est essentielle à la qualité de la délibération, et la parité sociale contribuerait à renforcer cette diversité. Je pense enfin que cela inciterait aussi les plus modestes à davantage voter. Et nous avons tous et toutes à gagner d'une participation électorale plus forte.

Depuis votre proposition de parité sociale en 2018, comment les responsables politiques ont-ils réagi ?

Julia Cagé : J'aurais aimé qu'elle reçoive un écho plus important ! Je pense que c'est une réforme importante, relativement simple à mettre en place (notamment dans un système à la proportionnelle), et difficilement contestable sur le fond. Il y a eu quelques propositions de loi allant dans ce sens, mais j'ai envie de dire : « sans y croire vraiment ». J'espère que les partis politiques s'en saisiront davantage dans leurs programmes pour 2027, mais aussi dans leurs pratiques internes. Parce que c'est la qualité de notre débat démocratique qui est en jeu.

RETOUR SUR LES PREMIERS ESSAIS DE DÉFINITION DE LA PARITÉ SOCIALE

ZOOM N°2 ENTRETIEN AVEC JULIA CAGÉ

L'actualité brûlante de la crise démocratique

Alors que nous approchions de la fin de ce travail, le président de la République a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale, quelques minutes après la victoire du Rassemblement National aux élections européennes de 2024. Cet événement marque une rupture historique probable.

Les politistes Bruno Cautrès et Anne Muxel[14] parlent d'un « vote sans issue », où le suffrage ne parvient plus à traduire les attentes sociales en décisions politiques. Une « étrangéité » s'installe entre les électeur·ices et les institutions, nourrie par une succession de crises imbriquées. Chaque événement — la nomination de Michel Barnier, la victoire du NFP en sièges le 7 juillet, l'effacement du score RN aux européennes — semble contredire le précédent. Cette logique d'annulation en cascade accentue la sensation de déconnexion entre le pouvoir politique et le réel.

Ce sentiment d'étrangéité n'est pas nouveau et il est partagé : 73 % des Français·es considèrent les responsables politiques comme déconnecté·es, et une majorité souhaiterait que des citoyen·nes ordinaires prennent les grandes décisions[15]. Et pourtant, cette période troublée a vu une hausse de la participation, notamment dans les classes populaires. Alors que deux tiers s'étaient abstenus en 2022, deux tiers ont voté en 2024[16]. Aux élections de 2022, le constat d'une abstention univoque est également à nuancer fortement : sur les deux tours des législatives et les deux tours des présidentielles, 75% des personnes appartenant aux 25% les plus modestes de la population[17] ont voté au moins une fois. Il s'agit donc d'une abstention intermittente, non d'un désintérêt, comme le note Patrick Lehingue[18]. Les classes dominantes votent régulièrement pour leurs représentant·es ; les classes populaires votent lorsqu'elles y trouvent un enjeu tangible. Cette participation contredit le discours dominant sur la supposée apathie populaire. Mais l'étrangéité du système empêche la transformation réelle du vote en pouvoir. Cette fracture alimente le discours d'une extrême droite qui, tout en appartenant aux élites, se pose en porte-voix d'un peuple trahi. Elle est le résultat d'un processus de mal-représentation profondément enraciné dans notre système politique. Ce déséquilibre prépare le terrain à une période pré-fasciste dont parlent de nombreux·ses auteur·ices[19], que nous redoutons et qui nous oblige à proposer une refondation démocratique à la hauteur des urgences sociales, climatiques, politiques et égalitaires de notre époque.

Une telle proposition ne peut se construire sans la participation active des classes populaires, leurs expériences, leurs paroles, leurs représentant·es. La parité sociale est un outil concret pour cela. Elle permettrait d'introduire de nouveaux thèmes à l'agenda politique, liés au vécu quotidien, souvent ignorés des élites. Les travaux de Nicholas Carnes et Noam Lupu[20], fondés sur des données sud-américaines, montrent que les parlementaires issus des classes populaires défendent davantage les intérêts économiques de leurs pairs, au-delà même des appartenances partisanes. L'auteur démontre que c'est au moment du vote d'une proposition de loi que ces dernières reprennent le dessus, le fonctionnement en partis venant écraser les dynamiques sociales qui, elles, construisent au préalable des intérêts communs portés aux débats qui les concernent directement, au sein de chaque classe. Appliquer une logique de parité sociale aurait donc des effets profonds : sur le contenu des politiques, sur les idées débattues, sur les espoirs permis. Comme par le passé, la présence des classes populaires dans les espaces de pouvoir transformerait la société : sécurité sociale, démocratisation de la culture, progrès dans la justice etc. Ces avancées ont souvent été portées par des mouvements issus des quartiers, des syndicats, de l'éducation populaire.

[14] *B. Cautrès, A. Muxel, Le vote sans issues – Chroniques électorales 2024, Presses universitaires de Grenoble (PUG), 2025*
[15] *Baromètre de la confiance politique, Opinion Way, 2024 et publications antérieures*
[16] *Sources: IFOP, Analyses du vote du premier tour des élections législatives (opus de 2022 et 2024)*
[17] *Insee Première, n° 1928, 2022*
[18] *P. Lehingue, Le vote. Approches soc*
[19] *Fössel, 1938, récidive, PUF, 2019*
[20] *N. Carnes, N. Lupu, Rethinking the Comparative Perspective on Class and Representation: Evidence from Latin America*

Construire une coalition pour la parité sociale

Devant l'urgence démocratique, tous les partis et mouvements qui s'en réclament devront définir un agenda clair pour une représentation réelle et juste de la société telle qu'elle est : parité sociale, refonte démocratique, changement de paradigme.

C'est à cette ambition que ce rapport souhaite contribuer. Il propose une analyse commune, fondée sur des faits, des chiffres, des expériences vécues. Il invite à coordonner les forces, à dépasser les constats et les effets d'annonce. Il propose à chacun·e de jouer son rôle.

Dès les municipales de 2026, chaque groupe politique devra programmer et construire des objectifs concrets pour tendre vers la parité sociale. Cela implique de limiter la surreprésentation des classes supérieures, et de mettre en position d'éligibilité des candidatures issues des classes populaires. Le collectif Démocratiser la politique est prêt à accompagner toute organisation, parti, collectif, association, chercheur·euse ou citoyen·ne qui souhaite s'engager sur ce chemin.

Nous nous plaçons dans la continuité de combats anciens, avec la volonté d'ouvrir la voie à des initiatives coordonnées, autonomes et ambitieuses. Pour cela, nous proposons des objectifs immédiats et développerons des outils de contrôle citoyen, à s'approprier librement, dans le cadre d'un futur observatoire de la parité sociale. Cet observatoire, ainsi que les campagnes pour la parité sociale que nous avons lancées dès le mois de juin 2025, seront les outils que nous mettons à disposition de toutes et tous afin de ne pas attendre mais d'impulser dès maintenant un changement culturel profond. Notre observatoire reposera sur les mêmes piliers que la co-recherche que nous présentons ici : co-construction de l'ensemble du processus scientifique, constitution de savoirs utiles au changement social, mise en débat public, open data etc. . Il permettra la publication de nouvelles études et données et d'évaluer régulièrement l'état de la représentation politique, en collaborant avec d'autres (notamment quant aux sujets de genre, ethno-raciaux, de validisme etc.).